



Égypte

une décennie d'atomisation du paysage islamiste

L'Égypte, liée à l'émergence de l'islamisme moderne, a vu son paysage se ramifier avec le temps en différents courants catégorisés comme « islamo-frériste », salafiste et djihadiste. L'examen de leurs trajectoires depuis la révolution de 2011 souligne deux processus : une campagne de répression contre la confrérie et une cooptation partielle des salafistes politisés. Mais il dévoile aussi un second schéma binaire, opposant une guerre de l'appareil sécuritaire étatique contre tous les acteurs violents – djihadistes ou non –, et la promotion d'un islam « licite », « modéré ». Ce mécanisme a pour effet de projeter une image biaisée de l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi (depuis 2014), minimisant l'autoritarisme et les défis sécuritaires (1).

Après plus de huit décennies d'activisme tumultueux, les Frères musulmans étaient finalement parvenus à s'installer au palais présidentiel du Caire en juin 2012, après la chute de Hosni Moubarak (1981-2011). Pour atteindre cet objectif, l'organisation – populaire et conservatrice – avait bénéficié du soulèvement – populaire et libertaire – de janvier 2011. Historiquement réformistes, les Frères avaient dans la foulée dû se fondre dans le moule révolutionnaire.

Rétrospectivement, la performance politique du président frériste Mohamed Morsi (2012-2013) a fait ressortir les pires traits de la confrérie et de son projet. Le fossé paradoxal entre son attachement à la justice sociale et l'opulence de certains de ses leaders a contribué à élaborer des politiques socio-économiques évasives, reflétant la superficialité du programme publié par son bras politique, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), en 2011. L'ascendance hiérarchique du leadership frériste – notamment celle du Guide suprême Mohamed Badie



© AFP/STR

(nommé en 2010, emprisonné en 2013 et condamné à mort en 2015) – sur son cadre élu a permis une campagne agressive de « frémisation » des institutions étatiques, dévoilant un opportunisme politique et une soif de pouvoir que les islamistes n’avaient eu de cesse de dénoncer auprès de leurs opposants moins « pieux » auparavant. Certains porte-parole du PLJ ont maladroitement justifié cet entrisme en présentant celui-ci comme « normal », faisant fi des procédures de nomination des fonctionnaires (2).

Sur le plan national, l’année au pouvoir de la confrérie a dégradé ses relations avec un entourage déjà peu convaincu. Les Frères ont échangé leur posture de réserve pour une de confrontation directe avec l’armée ; ils sont passés d’une discrète coopération à une féroce compétition avec le principal acteur salafiste, Al-Nour (3) ; enfin, le discours copte dominant à leur rencontre a glissé de la méfiance intériorisée vers l’hostilité publique. Sur le plan international, l’administration Morsi n’est pas parvenue à élaborer une politique étrangère propre, largement empêchée par un commandement des Forces armées considérant certaines questions régionales sensibles comme étant sa chasse gardée.

🌀 Côté frériste : une traversée du désert qui n’en finit pas

Après le coup d’État du 3 juillet 2013, le régime d’Abdel Fattah al-Sissi consolida rapidement son pouvoir, au détriment des Frères musulmans (et de toute autre voix contestataire). Le recul des années permet de constater que cette évolution drastique n’a pas donné naissance à une « nouvelle Égypte » unie et bienheureuse, mais plutôt à un pays politiquement divisé et hanté par des événements traumatiques, comme le massacre de la place Rabia al-Adawiya du Caire (4). Dans ce contexte, les Frères ne sont pas encore parvenus à articuler une stratégie convaincante pour enclencher leur énième renaissance. L’organisation, labellisée « terroriste » dès décembre 2013, a été décimée par un vaste éventail de mécanismes externes de neutralisation de ses membres : exécutions, emprisonnements, exils, intimidations, confiscations de biens, etc. Les organismes de défense des Droits de l’homme estiment que pas moins de 60 000 prisonniers politiques – comprenant une importante proportion de membres ou de partisans des Frères – seraient

Leader du parti islamiste Al-Nour, Essam Borhami arrive à un bureau de vote lors des législatives d’octobre 2015, à Alexandrie.





incarcérés en Égypte. Parmi ceux-ci, les détenus les plus emblématiques sont Mohamed Badie, qui a cumulé une peine de mort et sept condamnations distinctes d'emprisonnement à perpétuité depuis 2013, et son successeur, Mahmoud Ezzat (Guide suprême par intérim de 2013 à 2020), qui a écopé, pour sa part, de deux peines de mort et de trois perpétuités.

La confrérie a également été gangrenée par la fragmentation interne, idéologique et structurelle, mais surtout caractérisée par un clivage intergénérationnel. Certains cadres exilés (Amr Darrag, Ashraf Abdel Gaffar et Gamal Heshmat) ont publiquement critiqué la posture trop passive du leadership traditionnel à partir de 2015. Cette implosion sans précédent, décuplant griefs et frustrations parmi les membres, a alimenté divers groupes violents variablement dissidents (5).

Ces dernières années, les Frères ont continué de cumuler les coups durs. Le décès de Mohamed Morsi le 17 juin 2019 n'a pas suscité le tsunami d'indignation espéré par la base et a en revanche privé la mouvance frériste d'un de ses principaux cris de ralliement (appelant à la réinstallation de son « président martyr »). En 2020, l'élévation d'Ibrahim Mounir au poste de Guide suprême par intérim aurait de surcroît exacerbé les tensions parmi les « jeunes Frères » qui considèrent les membres

de la vieille garde comme étant responsables de la déchéance contemporaine de l'organisation. Enfin, une cour de justice cairote a prolongé la labellisation terroriste des Frères musulmans pour cinq ans au début de l'année 2021.

Étant donné sa résilience cyclique et sa magnitude sociétale, miser sur l'extinction totale du « phénomène Frères musulmans » serait un pari déraisonnable. L'organisation est néanmoins exsangue et accusée de plusieurs faits relevant de la haute trahison : attaques contre des églises, conspiration avec le Hamas, divulgation de secrets d'État à l'Iran, etc. Ses membres à part entière sont estimés à quelques centaines de milliers, dont beaucoup dépendraient d'amis « externes » pour aider leurs familles dans le besoin durant leur incarcération. Son idéologie ne semble pas avoir évolué, la communication de son leadership en exil se limitant à des attaques médiatiques à faible impact contre le régime. Triste réalité pour couronner le tout : les Frères peuvent difficilement mobiliser autour de l'année au pouvoir du président Morsi, dans la mesure où celui-ci n'a fait preuve ni d'efficacité politique ni d'inclusion démocratique. Alors que le leadership traditionnel de la confrérie – dépendant de son refuge politique turc et de sa perfusion

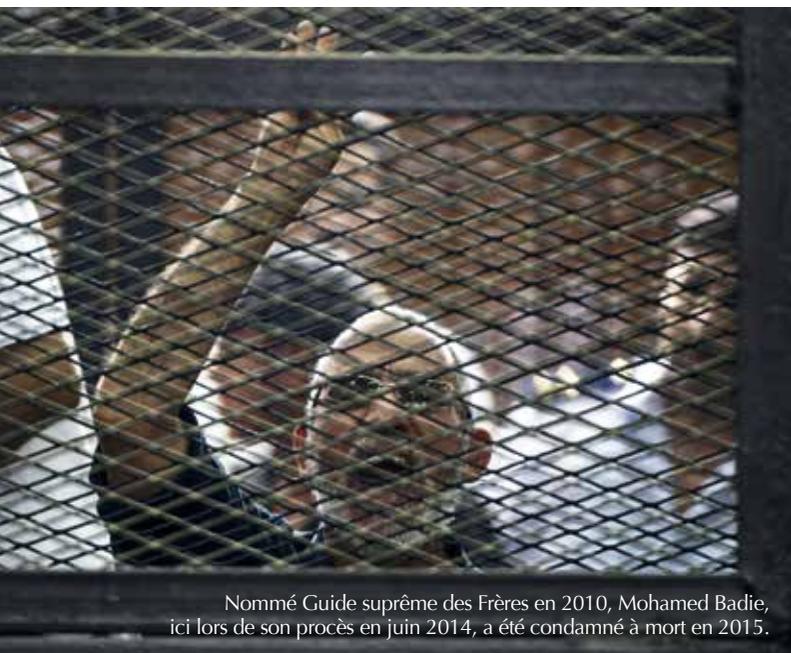


Après le coup d'État du 3 juillet 2013, de nombreux locaux du Parti de la liberté et de la justice, bras politique des Frères, ont été pillés et incendiés, comme ici à Mansourah, le 23 août.

© AFP/Sayed Baz



financière qatarie – a commencé à manifester la volonté de trouver une entente avec le gouvernement actuel, ce dernier s’est montré moins enclin à une quelconque forme de compromission. Selon la plupart des indicateurs et malgré une certaine détente dans les relations respectives du Caire avec Istanbul et Doha, ce *statu quo* semble voué à perdurer tant qu’Abdel Fattah al-Sissi reste au pouvoir (potentiellement jusqu’en 2030).



Nommé Guide suprême des Frères en 2010, Mohamed Badie, ici lors de son procès en juin 2014, a été condamné à mort en 2015.

© AFP/Maxwell/Depeche

🌀 Côté salafiste : le mirage de la participation politique

Le salafisme a acquis une visibilité et une adhésion sans précédent au fil des quatre dernières décennies. Dans le contexte des « printemps arabes », cette ascension s’est souvent opérée au détriment de l’islamo-frérisme. En Égypte, les populations concernées s’étaient progressivement inscrites dans un mode de vie salafiste sans pour autant manifester un vif intérêt pour les questions politiques. Créant la surprise, l’institution de la « prédication salafiste », issue du milieu étudiant alexandrin des années 1970, donna naissance au parti Al-Nour (Lumière) afin de promouvoir le « *salafi way of life* » dans le champ politique après la chute de Hosni Moubarak. Ayant remporté un franc succès aux élections parlementaires de 2011-2012 (122 sièges sur 508), celui-ci éclipsa les autres formations salafistes et coopéra temporairement avec le PLJ autour d’une réforme constitutionnelle (obsédé par le statut de la charia dans le texte), avant de leur tourner le dos l’année suivante.

En son temps, le régime Moubarak avait été tolérant vis-à-vis des salafistes en présumant de leur quiétisme politique, ce qui contribua à leur générer une réputation de proximité avec les services de renseignement égyptiens. C’est probablement cette posture peu menaçante de « débutant » qui permit le salut

d’Al-Nour lorsque la répression s’instaura. Mais c’est également ce manque d’expérience qui accula celui-ci vers un siège peu enviable. Il devint d’abord la cible privilégiée d’un débat juridique potentiellement légal, portant sur la licéité des partis proprement religieux. Tandis qu’Al-Nour parvint alors à éviter d’être sabré, l’affaire lui fit prendre conscience que cette épée de Damoclès ne serait jamais loin.

Sur le plan électoral, les résultats d’Al-Nour ont chuté de manière vertigineuse au fil des années. En 2015, les salafistes n’obtiennent que 11 mandats sur 596 à l’Assemblée du peuple, puis seulement sept en 2020. Ces résultats peuvent être relativisés par la nouvelle loi électorale (notamment destinée à les rendre inoffensifs) et l’atmosphère politique antireligieuse qui plane au Caire, mais le soutien du parti au régime a toutefois terni son image de façon irréversible. Leur réputation de « collabo » était palpable durant les années qui ont suivi le coup de 2013, mais semble s’être consolidée avec le temps, surtout dans les milieux islamistes. Cette reconfiguration mena Al-Nour à se retrouver doublement isolé : à l’échelle du paysage islamiste et au sein du nouvel establishment politique.

Enfin, Al-Nour s’est démené pour distancier son discours des sulfureuses déclarations qui émanent régulièrement de sa matrice, plus spécifiquement de son leader, Yasser Borhami (notamment connu pour avoir décrété l’interdiction aux musulmans de souhaiter joyeux Noël aux chrétiens). Ses tentatives n’ont néanmoins pas réussi à rassurer les acteurs non salafistes du pays, encore moins les coptes qui partagent une opinion exécrationnelle à son égard.

Al-Nour peut uniquement se targuer d’être encore toléré, bilan tiède résultant d’un numéro d’équilibre entre le régime et sa base partisane, qu’il est voué à poursuivre. D’un côté, le parti sert de caution religieuse utile au gouvernement. De l’autre, ce dernier opère une réforme religieuse qui ostracise toute approche littéraliste des textes islamiques, d’où une situation oxymorique intenable à terme.

Le strict respect des prescriptions coraniques et la soumission au leader politique (musulman) sont assez caractéristiques de la posture traditionnelle salafiste ; il n’est donc pas surprenant d’entendre Al-Nour souligner les mœurs pieuses d’Abdel Fattah al-Sissi (6). Cela est pourtant interprété comme une fuite en avant en milieu islamiste et revient souvent dans la figure du parti comme un boomerang. Dans l’autre sens, il est assez pratique pour les membres du gouvernement – conscients que leur pays a besoin de projeter une identité islamique – de pouvoir évoquer de temps à autre le soutien du parti salafiste. Quant aux populations salafistes qui souhaitent (encore) promouvoir leurs convictions dans le champ politique, il ne leur reste guère d’autre option que de voter pour Al-Nour.

Si la décennie écoulée a été particulièrement mouvementée du côté salafiste, c’est finalement la décision d’entrer en politique qui est le fait le plus marquant. Depuis 2013, Al-Nour a trouvé des mécanismes de survie, là où les autres acteurs islamistes n’y sont pas parvenus. Par « survie », il est ici question d’avoir su préserver une activité politique minimale et d’avoir surtout pu maintenir les activités sociales essentielles du vaisseau mère : la prédication. Cela illustre pourquoi Al-Nour est toujours





considéré comme la courroie de transmission de la *daawa salafiya* vers l'arène politique du pays. Les porte-parole du parti ont à maintes reprises essayé de briser cette conception qu'ils jugent réductrice, sans succès. Bien qu'il rejette également cette étiquette-là, Al-Nour est *de facto* le dernier parti « salafiste » toléré sur l'échiquier égyptien, sachant tirer certaines leçons des erreurs passées commises par les Frères, et il peut se prévaloir de jouir encore d'un certain rayonnement dans la région du Delta du Nil au départ d'Alexandrie, où il contrôle la plupart des mosquées. Il reste toutefois difficilement concevable que son discours ultraconservateur puisse à moyen terme séduire les populations cairotés vis-à-vis de certains questionnements sensibles (statut de la femme, relations avec les non-musulmans, licéité de visiter les antiquités, etc.) (7). L'avenir d'Al-Nour reste incertain et le parti semble en être conscient à en croire les propos de son porte-parole, Nader Bakkar : « Notre priorité est de prouver que nous méritons notre place au sein du spectre politique. Nous voulons servir notre base en glanant de l'expérience et en participant à l'élaboration des lois au Parlement. Si vous me demandez quels sont nos objectifs pour les vingt prochaines

L'imam Ahmed al-Tayeb (à gauche) et Abdel Fattah al-Sissi font visiter la mosquée Al-Azhar du Caire à Mohamed ben Salman, en mars 2018. À cette occasion, le prince héritier saoudien, allié politique et financier du président égyptien, a également assisté à des manœuvres militaires.

années, je ne saurais quoi vous répondre et personne ne le pourrait » (8). Le parti garde à l'esprit que sa survie dépend surtout du fait d'accommoder le président Al-Sissi à l'échelle nationale et certaines monarchies du Golfe – particulièrement l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis – à l'échelle régionale. Tout cela semble être acceptable pour Al-Nour, dans la mesure où son approche instrumentaliste de la politique consiste à garantir avant tout la pérennité de sa « méthodologie » de salafisation par le bas, celle de la prédication.

La traque tous azimuts des « hors-la-loi » djihadistes

Le lien entre les mouvances fréristes et salafistes d'une part, et le djihadisme violent d'autre part, est peu documenté et difficile à établir. Il est néanmoins important de souligner le fait que la violence politique en Égypte semble être une zone de recoupement entre éléments fréristes et salafistes une fois acculés, mais pas uniquement. Les deux courants islamistes évoqués comportent aussi bien des antichambres conditionnant à l'option de l'engagement violent, que d'autres invitant au contraire les individus à en rester éloignés. Pour compliquer les choses, les groupes djihadistes recruteraient souvent des individus qui condamnent justement la « mollesse » des approches fréristes et salafistes. En la matière, modérer son curseur revient à admettre que le dédouanement systématique des courants islamistes en question sonne aussi faux que les accusations exagérées du gouvernement. Quoi qu'il en soit, ce dernier n'hésite pas à jouer des ambiguïtés pour réprimer d'une main de fer toute forme d'opposition, qu'elle soit « djihadisante » ou pas. La campagne militaire menée dans le Sinaï en 2018 a illustré l'approche ultramilitariste de l'antiterrorisme égyptien contemporain à son paroxysme. Pour ne pas tout miser sur une violence fustigée par les médias internationaux, les élites politiques ont néanmoins actionné un autre levier pour légitimer leur chasse aux rivaux islamistes, l'islam.

La crise du coronavirus a rappelé à quel point l'identité religieuse est forte en Égypte, puisque les autorités se sont senties obligées de rassurer la population musulmane quant au caractère *halal* des gels hydroalcooliques. Conscientes de cette réalité, celles-ci ont notamment injecté des sommes colossales (et des acteurs connus) dans des séries télévisées (comme *Al-Ikhtiyar*) diffusées durant le mois de ramadan et prétendant « révéler la vraie histoire » des événements de la place Rabia al-Adawiya. Dans un registre différent, le ministre des Dotations religieuses (*Awkaf*), Mohamed Mokhtar Goma'a, a annoncé, en septembre 2020, que 1 200 nouvelles mosquées avaient été construites et 3 600 autres restaurées en six ans, affirmant que le pays abritait désormais 140 000 mosquées et zawiya. Afin de marquer les esprits, il clama que l'Égypte, dont la capitale est connue comme la « ville aux 1 000 minarets », deviendrait la « pays aux 100 000 minarets ».

L'establishment politico-religieux a affûté son lexique pour disqualifier les islamistes gênants, en mobilisant de plus en plus la



© AP/PhotoEgyptian Presidency



© AP/PhotoEgyptian Presidency



Un porte-parole de l'armée égyptienne informe d'opérations antidjihadistes dans le Sinaï en février 2018, sur une image transmise par les autorités.

© AFP/Photo Egyptian Defence Ministry

notion de « hors-la-loi » (*khawarij*). Les bases de l'islamologie, lorsqu'elles évoquent la rupture primordiale sunnito-chiïte, omettent parfois de mentionner un troisième petit groupe violent et réfractaire : *Al-Khawarij* (littéralement, « ceux qui ont quitté [l'islam] »). C'est à partir de 2015 que l'imam d'Al-Azhar, Ahmed al-Tayeb, poussé à s'exprimer vis-à-vis de l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech), appela ses membres ainsi. Il expliqua qu'il s'agissait bien de musulmans qui croyaient en Allah, mais qu'ils avaient également commis les pires péchés et que l'islam prescrivait donc leur exécution. Ce terme, parfois traduit plus largement par « criminels », percola à travers la diplomatie publique au Moyen-Orient au fil de la « saga » de l'EI. Sa sémantique plurielle (historique, religieuse et juridique) en a fait un outil pour le régime, puisque son « émission » peut mener à démolir pénalement tout « récepteur » en fonction des lois en vigueur et de l'humeur de l'appareil judiciaire.

Des sables en proie à l'embrassement

Le régime actuellement à la manœuvre en Égypte a décidé de sacrifier l'islamo-frérisme sur l'autel de la sécurité nationale, en laissant la porte ouverte aux vues ultraconservatrices du salafisme. Il a par ailleurs misé sur l'endigement du terrorisme djihadiste par les armes, prenant pour cibles des populations déjà fragilisées et enrégées contre Le Caire, notamment dans la péninsule du Sinaï. Enfin, l'establishment a consolidé sa ligne

traditionnelle consistant à présenter un islam « véritable », celui d'Al-Azhar. Cela vient s'aligner sur l'ordre moral strict que le président Al-Sissi a promu à travers des campagnes contre l'homosexualité ou l'athéisme, d'où le fait que ses détracteurs l'accusent de mener un « agenda islamiste sans islamistes ». On réalise que ce paysage où l'on combat les risques d'incendie en répandant du combustible est de plus en plus en proie aux embrasements. Si l'Égypte devait un jour en arriver à réellement prendre feu, son gigantisme démographique (102 millions d'habitants en 2020) et son importance aux yeux des différents courants islamistes pourraient y générer une crise susceptible d'éclipser les autres guerres en cours au Moyen-Orient. ■

— DIDIER LEROY

(1) Didier Leroy, « Blacklisting Ikhwanis, Tolerating Salafis, Killing Jihadis: The Islamist Landscape of Egypt », IRSD, *Security & Strategy* n° 149, septembre 2021.

(2) En mars 2013, Tarek al-Morsi, porte-parole du PLJ, déclare à l'auteur : « Tout le monde connaissait l'affiliation du président Morsi avant de l'élire. »

(3) Stéphane Lacroix, « Sheikhs and Politicians: Inside the New Egyptian Salafism », Brookings Doha Center, *Policy Briefing*, juillet 2012.

(4) Entre le 14 et le 16 août 2013, l'intervention des forces armées contre des manifestants dénonçant le putsch

fit près d'un millier de morts.

(5) Mokhtar Awad et Mostafa Hashem, *Egypt's Escalating Islamist Insurgency*, Carnegie Middle East Center, octobre 2015.

(6) Ramy Aziz, « Who is Sisi of Egypt? A Salafi », in *Middle East Quarterly*, printemps 2019.

(7) Amr Emam, « Uncertain future for Egypt's Salafists following Senate election defeat », in *Al-Monitor*, 25 septembre 2020.

(8) Entretien avec l'auteur, Le Caire, 11 juillet 2017.

NOTES

